

Le 6 février, un seul mot d'ordre : en grève et dans la rue !

Mercredi 29 janvier des centaines de milliers de grévistes ont à nouveau manifesté dans tout le pays **pour réaffirmer leur exigence d'obtenir le retrait du projet de loi**. Malgré les délais très courts pour mobiliser compte-tenu de l'annonce tardive de cette journée interprofessionnelle, des milliers de cheminotes et cheminots étaient en grève, ont participé aux Assemblées Générales et manifestations. Depuis le 5 décembre, **un mouvement**, que la classe politique ne peut enrayer, **est en route pour imposer un autre choix de société**.

Début de la conférence de financement, et alors ?

La fameuse conférence de financement réclamée par la CFDT ne fait illusion auprès de personne : combler un « déficit prévisible de 12 milliards d'euros » sans « augmenter le coût du travail » pour au final ne mettre en place l'âge d'équilibre pour tous qu'en 2027, c'est à l'opposé de ce que réclament les grévistes depuis le 5 décembre dernier ! Il n'y a pas besoin d'aller à Matignon pour trouver la solution ; **c'est une autre répartition des richesses qui doit s'imposer dans ce pays** et notre victoire sur cette contre-réforme sur les retraites permettra d'inverser cette tendance ultralibérale. Il est insupportable qu'1 % des plus riches récupère presque 6 % des revenus de l'ensemble des ménages

Le gouvernement n'a qu'une issue : le retrait de ce projet de loi !

Plus de 60% de la population qui demande encore et toujours le retrait de ce projet de loi, de nombreux secteurs professionnels qui amplifient la contestation et durcissent la grève, des mobilisations interprofessionnelles massives chaque semaine, de nombreux secteurs du patronat qui multiplient les appels à l'aide en raison du "coût de la grève"... le gouvernement n'aura pas le choix, tôt ou tard il devra céder !

Les salarié-es, les retraité-es, la jeunesse et les chômeurs/ses résisteront à toutes les stratégies gouvernementales et feront sauter toutes les barricades sur le chemin de notre lutte.

Un débat parlementaire qui devra se faire sous pression de la rue !

Les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, MNL, UNL appellent à faire du jeudi 6 février une nouvelle journée interprofessionnelle de grève et de manifestations à l'occasion du début des travaux de la commission spéciale de l'Assemblée Nationale. Et entre temps, entre collègues on discute du mouvement, des dangers du projet de loi, des changements qu'on doit imposer pour plus de justice sociale, de nos revendications locales aussi ; et on participe aux nombreuses actions interprofessionnelles organisées dans nos villes !

La direction SNCF va payer cette provocation faite aux milliers de grévistes !

Pendant que les fiches de paies tombent avec très peu de chiffres pour la plupart d'entre nous, la direction SNCF a décidé de verser des gratifications exceptionnelles à du personnel « méritant », « trié sur le volet » et surtout non-gréviste. Elle accompagne cette injustice salariale par des soirées festives pour remercier les casseurs de grève.

La direction est irresponsable de diviser encore plus les cheminot-es et d'augmenter la colère sociale dans l'entreprise ; elle ne devait pas être assez forte pour le PDG de la SNCF !

